

X^e Journées d'études Ingénierie des dispositifs de formation a l'international

« Stratégie de la connaissance au service des agricultures familiales »

Les relations entre recherche, développement et formation

8 – 9 DECEMBRE 2005 / MONTPELLIER / AGROPOLIS INTERNATIONAL

PRESENTATION DES TRAVAUX DU GROUPE DE REFLEXION SUR L'ECONOMIE DE LA FORMATION AGRICOLE ET RURALE

Christian FUSILLER, *Consultant*

1/ POURQUOI UN GROUPE DE REFLEXION SUR L'ECONOMIE DE LA FORMATION AGRICOLE ET RURALE ?

Le ministère des affaires étrangères et le ministère de l'agriculture ont conduit ces dernières années des travaux qui, entre autres constats, mettent en évidence qu'aujourd'hui nous ne disposons pas ou peu d'outils et de compétences qui permettent de montrer/démontrer à des décideurs politiques (primature, finances, plan, éducation, ...) que la formation agricole et rurale n'a pas seulement un coût et qu'au delà de sa nécessité, elle peut-être, sous certaines conditions, un investissement rentable dans l'économie nationale.

L'objectif de ce groupe, soutenu par le MAE, est de contribuer à la mise en évidence d'arguments convaincants et mesurables en faveur de dispositifs de formation agricole et rurale de masse, dont la nécessité est maintenant largement reconnue par les praticiens qui s'intéressent au développement rural.

Le groupe de travail cherche à aborder trois questions centrales en matière de formation agricole et rurale :

- quels sont les coûts de la formation agricole et rurale, par nature de dispositifs ?,
- quels sont les retours sur investissement dont on peut mesurer les impacts sur le développement de l'économie nationale ?,
- quels sont les modes de financement durables de la formation agricole et rurale existants ou pouvant être mis en œuvre ?.

Afin d'apporter des éléments de réponses à ces questions ambitieuses, il s'agit de chercher à : clarifier les définitions et concepts de base,

- préciser le ou les champs et outils d'applications (les dispositifs de formation concernés), les types d'actions possibles dans le domaine de l'économie de la formation agricole et rurale, la nature des acteurs et des compétences nécessaires, et les priorités de moyen terme.

2/ DES BASES SUR LESQUELLES S'APPUYER

Plusieurs structures françaises ou internationales ont une réelle compétence dans le domaine de l'économie de l'éducation (IPE , IREDU, UT 1, Pôle de Dakar...), d'autres organismes participent à l'animation de la réflexion sur les formations agricoles et rurales ou à des études sur ce thème s'efforçant de prendre en compte les aspects économiques (IRAM, réseau FAR, UNMFREO, Inter-Réseaux...).

1. Des publications existent dans le domaine de l'économie de l'éducation, notamment celles de l'Institut de recherche en économie de l'éducation (IREDU) de l'Université de Bourgogne à Dijon . La DGCID a également édité une étude en 2001 sur le thème « *Formation professionnelle et investissement productif* » .

Dans le cadre des différents programmes qu'ils conduisent, les services du MAE possèdent quelques données sur l'économie des dispositifs de formation qu'ils ont participé à mettre en place, soit dans le cadre de la formation formelle, soit dans le cadre de l'appui à des projets de développement en milieu rural. Les services du MAE ont aussi commandité une étude très intéressante sur les fonds de formation professionnelle aboutissant à l'élaboration d'une grille d'analyse de ceux-ci .

Enfin, un premier travail d'étude a été réalisé, en 2001, par une stagiaire de l'Ecole Normale Supérieure (Aurélien VENOT) qui a pu, dans le cadre de son stage de 3^e année, sur financement du MAE et encadrement de la SOFITEX de Pierre DEBOUVRY et Alain MARAGNANI, analyser les coûts des formations organisées par la SOFITEX au Burkina-Faso .

2. Signalons également le travail de chercheurs de l'INRA basés à l'Ecole Normale Supérieure à Paris qui conduisent des travaux sur la base d' « enquêtes ménages » qui semblent être des sources d'information importantes pour comprendre les dynamiques familiales et donc indirectement permettre de mieux appréhender les impacts de la formation agricole sur l'économie de la famille, du groupe et par échantillonnage, de la nation.

3. Par ailleurs le Pôle National de Coopération Internationale (MAP), dans le cadre des activités du réseau FAR, a mis en place en partenariat avec l'IREDU, le bureau des formations rurales du Sénégal, les Maisons Familiales du Bénin et la direction des écoles et des centres de formation du ministère de l'Agriculture du Burkina Faso, des stages de terrain afin de mieux connaître les coûts de divers types de dispositifs de formation.

4. L'Agence Française de Développement travaille sur des dispositifs de formation et de conseil à l'exploitation familiale et aux organisations professionnelles agricoles. Des informations sont disponibles sur les coûts et les impacts de tels dispositifs.

3/ LES PREMIERS RESULTATS DU GROUPE DE REFLEXION

Le « Groupe de réflexion » est composé d'une dizaine de personnes, il a prévu de se réunir à 4 ou 5 reprises pour échanger sur différents thèmes relatifs aux trois questions de fonds qui lui sont posées.

La première réunion, en octobre 2006, s'est fixé comme objectif d'échanger sur la compréhension même du concept « économie de la formation ». De quoi s'agit-il ?

Une finalité principale a été formulée : « *L'économie de la formation a pour but de permettre aux acteurs des différents niveaux d'un territoire de prendre des décisions pour la mise en œuvre de dispositifs de formation pertinents et efficaces* ».

Pour réaliser cette ambition, plusieurs dimensions sont à considérer, à partir desquelles pourra être conduit un travail d'argumentation :

Une dimension « éthique / philosophique » : le droit à la formation pour tous, qui n'est pas lié à des raisonnements à caractère économique et financier.

Une dimension « sociale – sociétale » : il s'agit là de s'inscrire dans les choix de société qui sont faits pour le secteur agricole et rural.

Une dimension « technique » : il s'agit là de travailler sur les types de dispositifs, leurs coûts, les modes de mise en œuvre, les rôles de chacun, les outils de suivi et de mesure des effets et impacts, et sur l'organisation pour le faire.

- **Une dimension « politique »** : les acteurs, les différents niveaux de décision (en lien avec le niveau de décentralisation), les choix d'investissement et leurs paramètres.
- **Une dimension « économique et financière »**, qui devrait tenir compte de l'organisation des territoires, mesurer les coûts et bénéfices de nombreux facteurs directs et indirects liés à la formation (de la balance des paiements, en passant par les gains de productivité, les gains liés à une bonne gestion, les gains fiscaux, etc...).
- **Une dimension « humaine »**, qui consisterait à prendre en compte la complexité des trajectoires et des éléments qui régissent les choix et postures des individus ou des ménages vis à vis de la formation agricole et rurale.

Pour compléter ce travail de définition, plusieurs principes ont été évoqués qui conditionnent en partie l'approche « économie de la formation »,

Si les budgets des pays en développement sont restreints, ils laissent cependant certaines marges de manœuvre, d'où l'importance des argumentaires,

On ne peut pas « faire du développement agricole » sans une composante de formation agricole et rurale.

La construction de la demande de formation est sociale, économique et politique, elle doit trouver sa place dans les plans de développement des différents niveaux d'organisation du territoire.

La formation est un outil de développement : son action est à combiner à d'autres facteurs (accès aux services et moyens de production, à l'information, politiques incitatives, participation à la décision, etc.).

Plus le rôle des différents acteurs est clair, plus il sera possible de mesurer des effets de la formation (famille, commune, département, région, pays).

Compte tenu de ce qui précède, **l'économie de la formation peut être comprise comme un outil d'aide à la décision politique mais aussi comme un outil d'aide à la formulation d'une politique.**

Les arguments économiques et sociaux en faveur de la formation agricole et rurale sont à réfléchir essentiellement vis à vis du public des jeunes exploitants agricoles, déjà installés, ou para-agricoles, ayant un niveau minimum d'alphabétisation. L'hypothèse étant que la valorisation des formations sera plus forte avec ce public.

Au cours de la seconde réunion, en novembre 2006, le groupe de réflexion a voulu échanger sur les outils, les méthodes et la nature des compétences dont a besoin l'économie de la formation.

Deux experts ont été invités à présenter le travail d'audit de l'enseignement technique agricole français auquel ils ont participé, car nous voulions comprendre les bases méthodologiques sur lesquels les mesures ont été réalisées, et identifier des pistes utiles pour notre réflexion.

Cet exposé a confirmé la difficulté à mesurer les coûts de la formation et les effets des différentes participations quand le cadre global et les participations des différents acteurs n'ont pas été préalablement totalement définis. La « mutation » d'une décentralisation non encore achevée en est la cause.

Ceci met en évidence la nécessité, pour les pays du sud, de suivre les processus de la décentralisation et d'adapter régulièrement les outils d'analyse pour mesurer tous les effets de la formation agricole sur l'économie des régions, en terme d'emplois, de maintien de services,

de stabilisation de populations rurales, et donc en matière de développement économique mais aussi en terme d'allocation des ressources plus ou moins complémentaires avec celles de l'Etat central ou des collectivités territoriales de base comme les communes.

Si l'échelon régional apparaît comme le niveau pertinent de collecte et traitement de l'information relative aux coûts et aux effets de la formation, **le niveau national reste souvent incontournable** sur les aspects de cohérence globale, de certification. Ce point amène à chercher à clarifier, au niveau des différents pays, ce qui relève des différents niveaux (du local au national). En France, le niveau local est porteur des initiatives, le niveau régional assure des fonctions de gestion en lien avec les bassins d'emplois, le niveau national oriente et certifie. Ce sont des dimensions dont il faudra tenir compte dans les appuis aux montages des systèmes des pays du sud.

Une difficulté consiste à pouvoir identifier des unités de mesure qui permettraient de comparer des coûts de formation entre les systèmes formels d'enseignement technique et les systèmes non formels. Il est important que les chercheurs en particulier économistes puissent rapidement la résoudre car elle est une des clés pour permettre aux décideurs de comprendre la complémentarité des deux parties du système et d'en évaluer la réalité des coûts/bénéfices.

4/ PERSPECTIVES

Ces premiers éléments sont évidemment encore trop généraux pour prétendre apporter des réponses aux questions de fonds qui sont posées ; cependant ils mettent en évidence que l'économie de la formation agricole et rurale est une discipline encore assez neuve, pour laquelle il faut encore inventer largement les outils et les méthodes. Les argumentaires à construire couvrent plusieurs dimensions, la formation étant une des entrées, à combiner avec d'autres outils du développement. Les coûts des formations délivrées dans les lieux formels de l'enseignement technique devront être complétés par des appréciations également des coûts d'interventions de formation et information gérés dans des cadres non formels... du travail de conception en perspective pour les économistes.

Au delà des coûts, il s'agira de se pencher lors de prochaines étapes sur les effets de la formation et ses modes de mesure, selon les publics, les méthodes et les dispositifs.